Zeitschrift: Domaine public

Band: 26 (1989)

Heft: 935

Buchbesprechung: La Connaissance inutile [Jean-François Revel]

Autor: Gavillet, André

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. <u>Voir Informations légales.</u>

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Connaissance inutile

(ag) Jean-François Revel dérange, dans tous ses rôles: éditorialiste, rédacteur responsable (on se souvient de son passage mouvementé à L'Express), directeur d'édition (il lança en 1964 l'excellente collection Libertés, originale par son format, son papier, ses choix, où Joseph de Maistre côtoie Bakounine), mais surtout essayiste, mi-philosophe, mi-pamphlétaire.

Sur leurs chaises, il a fait sursauter beaucoup d'assis: gaullistes, partisans de l'Algérie française, philosophes, dévôts, communistes, intellectuels de gauche. En cours de route, il a pris du poids. Son dernier pavé, où sur la jaquette de la couverture son nom, en rouge, écrase le titre, en noir, comme si la signature primait le sujet, fait 400 pages. La Lettre ouverte à la droite (1968) se contentait de 150 pages. La gauche nourrit mieux son auteur.

Revel part d'un constat. Jamais l'homme n'a eu à sa disposition autant de connaissances; jamais les supports de communication n'ont été aussi nombreux; jamais les circuits si rapides. Et pourtant notre information demeure partielle, partiale. Qu'est-ce donc qui l'altère?

Au temps du gaullisme, Revel dénonçait la censure, celle des pouvoirs politiques. La censure, de quelque bord qu'elle vienne, était pour lui «le mal radical». «Elle dépossède jour après jour l'humanité de sa propre destinée, elle est le visage moderne, monstrueux et macabre de la droite éternelle, de la reactio perennis, toujours présente, bien portante, active et nocive...» (Lettre ouverte à la droite, p. 149).

Revel, tout en orientant ses batteries pour d'autres angles de tir, est resté fidèle à lui-même. Pourquoi, par l'effet de quelle censure, ne connaissons-nous pas mieux la vérité sur tout?

Il croit aujourd'hui que la censure, du moins dans les pays démocratiques qui demeurent minoritaires à l'échelle mondiale, tient moins à une pression extérieure, politique, sur les médias qu'au filtrage par les communicateurs euxmêmes. Sont visés par lui les journalistes qui, sommés de corriger une erreur d'interprétation, mettent en avant, en paravent, la liberté d'expression; les idéologues qui occultent les faits contredisant leur parti-pris; les enseignants qui ont travaillé avec des manuels qui donnent une image idéalisée de l'URSS; les sociologues qui font des statistiques sur la mobilité et l'ascension sociale en ne tenant compte que d'une génération et non pas de deux; les détenteurs du pouvoir intellectuel et académique qui défendent leurs chasses gardées sous une phraséologie révolutionnaire, etc...

Les préjugés institutionnels...

Mais si la communication passe par des catégories professionnelles ou politiques qui la véhiculent, quels sont les préjugés de ces «médiateurs»? Revel en analyse et dénonce quelques-uns: l'incapacité de critiquer à gauche, sans balancer par une critique à droite (dictature et géôle de Castro, impossible à citer sans évoquer la dictature de Pinochet); obsession de voir ressurgir le nazisme même dans des phénomènes de faible portée politique ou qui répondent à d'autres motivations pour mieux retrouver «sa pureté»; préoccupation de savoir qui sera «heureux» de l'information transmise; recherche du scoop et non du vrai; etc...

Tout cela serait théorique, si Revel n'alimentait pas sa démonstration d'exemples choisis. Ils permettent, chaque fois, de mesurer si la preuve donnée est valable. Certes, on est souvent gêné, dans un livre de démonstration, par la prolongation de débats où il fut engagé et où il se donne raison, définitivement, sans possibilité matérielle de réplique. Mais sont accablants les chiffres sur les répressions dans les pays du tiers-monde: 80'000 fusillés après la conquête du Vietnam-Sud ou sur les persécutions ethniques, à motivation raciste, même si des Noirs massacrent des Noirs, comme au Nigeria ou au Burundi.

...et ceux de Revel

Ce qui dessert Revel, dans cet exercice décapant et qui vous oblige, avant de lui donner raison, à vous tenir en alerte, c'est son assurance parfois pédante, sa

manière de river son clou en tapant, souvent, à côté.

Deux exemples de ma propre lecture.

Il reproche à François Mitterrand d'avoir, lors de son voyage en Argentine et en Uruguay, en octobre 1987, prononcé avec insistance la phrase: «La démocratie n'est rien sans le développement.» Il aurait, ce faisant, émis un «cliché stupide», destiné à remonter le moral de la gauche après dix ans de critique serrée du tiers-mondisme.

La réfutation, Revel la tire de l'exemple suisse; pays pauvre, au XIXe, «mais qui pratiquait depuis des siècles une forme de démocratie directe à l'échelle du canton, très en avance sur le reste de l'Europe». Où est la démocratie directe dans la Suisse des corporations, du patriciat et des territoires-sujets? Pour le reste, la Suisse n'était pas, en comparaison européenne, pauvre: elle avait réalisé sous l'Ancien Régime, comme W. Rappart l'a démontré, une part de son accumulation primitive du capital (on s'excuse auprès de Revel de ce langage); même les cantons montagnards exportaient du bétail sur pied comme Braudel l'a souligné.

Plus surprenant, l'exemple de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert. Revel relève, dans sa conclusion, en visant tous les intellectuels, que les Encyclopédistes étaient intervenus auprès de Malesherbes, directeur de la Librairie sous Louis XV, pour qu'il censure des pamphlets anti-Encyclopédie. Le fait est vrai. La bataille d'alors fut riche en coups bas. Mais Revel enchaîne, citant la réponse de Malesherbes défendant le pluralisme: «Nul n'ignore, au demeurant, que Malesherbes protégeait ouvertement les Encyclopédistes et leur épargna tout ennui avec la censure royale.» Protection réelle, mais en 1759, le privilère royal fut retiré à l'Encyclopédie, d'Alembert découragé démissionna, l'édition désormais clandestine fut, par précaution, censurée par l'imprimeur. Revel le sait, mais pas tous ses lecteurs. Il occulte lui aussi ce qui dérange sa thèse.

Dommage qu'au lieu de pousser dans la direction de l'analyse des institutions détentrices du pouvoir de communiquer, il laisse aller trop souvent ses humeurs. L'atrabilaire nuit au rationaliste qu'il est. ■

Jean-François Revel. La Connaissance inutile. Ed: Bernard Grasset. 1988.